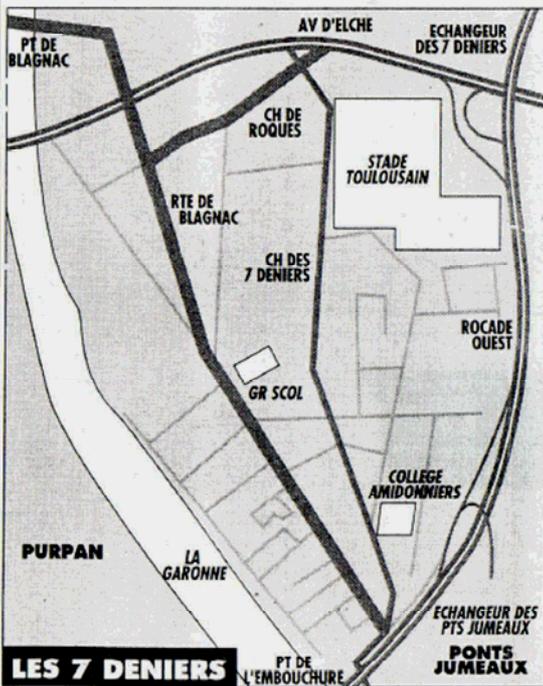


# Les commerçants affichent leur solidarité avec Job !

Stop ! Ça suffit la rumeur. Contrairement aux « on dit », les commerçants de la route de Blagnac se disent solidaires de l'usine Job-Parilux, mise dernièrement en redressement judiciaire.



Depuis quelques jours, le bruit court au Sept-Deniers. Une rumeur selon laquelle les commerçants de la route de Blagnac, ne seraient pas franchement hostiles au départ, un jour ou l'autre, de l'usine Job-Parilux... Face à ces rumeurs de comptoirs, l'association des commerçants, artisans et professions libérales du quartier a tenu à remettre rapidement les pendules à l'heure. « Nous sommes

tous solidaires avec les travailleurs de chez Job. Nous ne sommes jamais intervenus contre l'entreprise Job, comprenant encore une fois, bien avant d'autres, que le peu de nuisances valait mieux qu'un désert de friches, la suppression de 300 emplois et l'angoisse des familles. Cette perspective ferait de notre quartier une cité dortoir, triste et insécurisante », explique M. Dablin, pharmacien et pré-



Les commerçants de la route de Blagnac entourés par des militants de l'usine Job (Photo « La Dépêche »)

sident de l'association des commerçants.

« Avec l'ouverture du Fil d'Ariane, on a déjà perdu du passage sur la route de Blagnac. Si l'usine ferme, les commerces vont s'en ressentir. Il ne faut pas oublier qu'il y a des familles d'employés de l'usine qui vivent dans le quartier », précise Gérard Vidal, le dépositaire de presse, avant d'ajouter : « Si on avait pas eu Job et le Stade toulousain, jamais on aurait connu le quartier des Sept Deniers ! »

René Salut, boulanger, se souvient de la belle époque où l'usine Job faisait tourner son fournil : « Il y a dix ans, à la sirène de midi, il me fallait faire une grosse fournée rien que pour Job ! Il y a longtemps que tout ça est terminé. Mais si demain ils

ferment l'usine, alors s'en sera bien fini de nous ».

## Mise en redressement judiciaire

L'annonce vendredi de la mise en redressement judiciaire de l'usine Job-Parilux, avec nomination d'un administrateur gestionnaire (voir notre édition de « La Dépêche du Midi » du samedi 30 septembre) a contribué à rassurer un peu les esprits. La menace de compression du personnel à 150 sur les 300 emplois actuels, voire même la fermeture pure et simple de Job, pesait ces derniers temps sur cette usine spécialisée dans le papier couché de luxe. Les militants sont montés au créneau, multipliant les interventions pour défendre leur gagne pain. « On a été agréable-

ment surpris de la réaction des commerçants. Ce n'était pas ce que laissait supposer la rumeur... J'ai fait passer le mot auprès du personnel lors d'une réunion aujourd'hui », indique Serge, représentant du personnel de Job-Parilux.

## Tournée d'affiches

Le matin même, Serge, avec une délégation de militants avait entamé une tournée de distribution d'affiches de solidarité- Job auprès des commerçants du quartier. Chez ces mêmes professionnels qui avaient été pris à partis la veille. Ceux-là mêmes qui, se sont faits un point d'honneur à scotcher sur leurs vitrines ces affichettes. En guise de soutien.

Valérie SITNIKOW